

L'UNION "TCHERNOBYL":

UN MOUVEMENT AU PLAN NATIONAL

Depuis l'accident survenu le 26 avril 1986, plus de 600 000 personnes sont "passées" par Tchernobyl, autrement dit ont participé à "l'élimination des conséquences de l'accident", selon la formule officielle. Autant de personnes pour lesquelles se pose la même question: n'ont-elles pas reçu une dose d'irradiation supérieure aux normes, et remettant en cause leur santé?

La polémique fait actuellement rage en URSS entre les autorités concernées, peu enclines à reconnaître - lorsque c'est le cas - leurs erreurs, et les différents mouvements et associations surgis un peu partout dans le pays, tant il est vrai que l'on est venu de toute l'URSS pour travailler, en tant que civil ou militaire, à la décontamination.

C'est dans ce contexte qu'a été créée fin novembre à Kiev, au plan national, l'Union "Tchernobyl", dont le but est de regrouper l'ensemble des Soviétiques ayant travaillé à Tchernobyl, ainsi que ceux vivant aujourd'hui encore dans des régions contaminées. Bref, tous ceux qui ont été, sont ou seront concernés par Tchernobyl. Le mouvement existait déjà au plan local dans de nombreuses villes. Il tiendra son congrès le 26 avril 1990. L'Union "Tchernobyl" est également connue en URSS sous le nom d'Union LPA (l'abréviation LPA signifiant, littéralement, Liquidateurs des conséquences de l'accident).

Le président du Comité exécutif de l'Union, Lev Khitrov, a répondu aux questions des "Izvestia":

- Quels sont les objectifs que s'assigne l'Union Tchernobyl?

- Nous sommes parfaitement conscients que pour l'instant, il n'existe pas de solution alternative au nucléaire. Notre Union agit afin que celui-ci soit le plus sûr possible, afin que tout type d'accident soit évité. Le choix des projets de centrale sur la base d'un appel d'offres, un contrôle permanent exercé par des organisations sociales lors de l'édification des centrales et de leur exploitation nous apparaissent indispensables aujourd'hui. Nous pourrions (et nous réfléchissons aujourd'hui à la manière de concrétiser cela), aux frais de notre mouvement, adjoindre des commissions d'experts indépendants aux centrales en activité.

Mais la sécurité du nucléaire ne constitue qu'un des volets de notre activité. Nous avons comme autre objectif important de défendre, sur le plan social, les victimes de l'accident de Tchernobyl - qu'il s'agisse des personnes ayant participé aux travaux consécutifs à l'accident, ou de celles qui résidaient, ou résident encore, dans des zones "sales". Toutes ces personnes ont besoin d'une aide médicale qualifiée, d'un soutien matériel et d'une protection juridique. La peur panique devant le nucléaire est tout aussi dangereuse que l'insouciance à son égard. C'est pourquoi nous prévoyons d'organiser des cours à l'échelle nationale, afin que les gens soient guidés dans leurs actions non par leurs émotions, mais par leurs connaissances...

- Comment obtiendrez-vous l'argent nécessaire pour réaliser vos programmes?

- Nous comptons essentiellement sur des subventions de l'État et des coopératives, ainsi que sur les particuliers. C'est ainsi que le Fonds des inventions sociales de l'URSS, par exemple, nous a versé une centaine de milliers de roubles.

- Quelles seront vos relations avec les personnes ayant été victimes - physiquement ou psychologiquement - de l'irradiation, mais sans que cela ait un lien quelconque avec Tchernobyl? Qui défendra leurs intérêts?

- Nous prenons tout le monde sous notre contrôle. Nous créons à cet effet une banque de données. Du reste, n'importe quel citoyen se sentant proche des objectifs de notre organisation pourra en devenir membre.

AGENCE DE PRESSE NOVOSTI

Adresse postale de l'Union Tchernobyl:
129010 Moskva
Abonientny Yachtchik 17
URSS

Compte bancaire international:
Banque Vnesheconombank, N° 70800003

L'UNION "TCHERNOBYL" VUE DE KHARKOV

Sous la signature de V. Bolotov, président de l'Union "Tchernobyl" de Kharkov, et de V. Balaziouk, membre de cette organisation, la "Komsomolskaïa Pravda" a publié voilà quelques mois un témoignage des plus acerbes, dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits.

Plus de trois années se sont écoulées depuis la tragédie de Tchernobyl. Durant ce bref laps de temps, les personnes ayant participé à l'élimination des conséquences de la catastrophe nucléaire ont eu le temps d'être élevées au rang de héros, de sauveurs de l'humanité, et... de sombrer dans l'oubli. Ces personnes, c'est nous, qui de notre propre chef, ou fortuitement, sans même soupçonner ce qui nous attendait, nous sommes retrouvés dans l'enfer de l'atome.

En mettant l'accent sur un "Tchernobyl des esprits", nos respectables académiciens déploient leur zèle pour induire en erreur aussi bien le peuple que le gouvernement. Ce n'est qu'au Congrès des députés du peuple que le président du Conseil des ministres, Nikolai Ryjkov, a appris de la bouche des députés dans quelle situation catastrophique se trouve la Biélorussie, d'où 120 000 personnes ont besoin d'être immédiatement évacuées. Il a fallu attendre cela pour que le gouvernement de la république élabore un programme spécial afin d'aider ces gens. Que de temps perdu! Et que d'efforts ont dû être déployés pour contraindre les représentants du pouvoir à reconnaître l'effroyable réalité!

Cette réalité, c'est nous, qui sommes marqués par l'atome. Dans la seule région de Kharkov, nous sommes plusieurs dizaines de milliers. On ne peut donner aucun chiffre précis: il serait peut-être faux dès le lendemain. Laissant veuves et orphelins, des hommes, encore tout jeunes, nous quittent.

Faisons preuve de courage et reconnaissons que c'est là une chose inévitable. Mais pourquoi donc nos tentatives de nous accrocher à la vie, de demeurer en vie le plus longtemps possible, apparaissent-elles donc parfois vouées à l'impuissance dans la marée humaine?

Dans la région de Kharkov, 9000 personnes ont besoin chaque année d'être hospitalisées. Et de recevoir des soins hautement qualifiés. Mais le département de pathologie radiative de l'Institut de radiologie médicale ne réserve que 20 lits aux anciens de Tchernobyl. Pour pouvoir y être soigné, il faut s'armer de patience et attendre son tour. Puis rester hospitalisé dans des salles, aux côtés de cancéreux. Encore tout cela n'est-il qu'un luxe, dont ne peuvent que rêver les anciens de Tchernobyl se trouvant dans d'autres régions, où il n'y a ni instituts, ni hôpitaux spécialisés...

Les premiers pas de nos représentants dans les différents bureaux ont été particulièrement pénibles. Dans presque tous les cas, nous avons essuyé un refus. La seule organisation qui nous ait hébergés est le comité régional de la Croix Rouge. Nous nous battons sur tous les fronts. Et nous gagnons parfois. Le comité exécutif de la ville de Kharkov, par exemple, a décidé d'octroyer certains avantages aux anciens de Tchernobyl.

Nous avançons, rencontrant sur notre chemin tantôt de la compassion, tantôt le granit de l'indifférence. L'hôpital universitaire N° 20 a accordé aux anciens de Tchernobyl des chambres confortables, à deux lits. Mais, dans le même temps, on supprime nos salles à l'Institut de neurologie et de psychiatrie, ou à celui d'hygiène du travail et des maladies professionnelles. Les résolutions, décrets et autres directives concernant les anciens de Tchernobyl demeurent des chiffons de papier. Nulle part ne nous sont fournies des réponses à des questions brûlantes du type: comment obtenir des vêtements médicaux N-1, comment remplir les papiers pour obtenir un statut d'invalidé, pour percevoir des allocations, etc.

Or, derrière tous ces problèmes se trouvent des hommes. Vladimir Zaïats travaillait comme chauffeur avant Tchernobyl; il touchait un bon salaire. Aujourd'hui, il est reconnu totalement inapte au travail. Il vit avec son fils et perçoit 120 roubles de pension par mois...

La bonté, l'attention humaine constitue le premier des médicaments. Mais nous en recevons peu, très peu de la société.

("Komsomolskaïa Pravda" - APN)

ON LES APPELLE LES "LIQUIDATEURS"

Depuis l'accident de Tchernobyl, quelque 600 000 Soviétiques, souvent jeunes, ont travaillé dans la zone sinistrée. On les appelle les "liquidateurs" (en russe - "likvidatory"). Ils étaient - et sont toujours - chargés d'éliminer, de "liquider" les conséquences de l'explosion.

Les premières semaines de l'année 1990 ont été marquées par plusieurs mouvements de grève de la faim, lancés par des "anciens" de Tchernobyl. Volontaires ou commis d'office, ils ont été amenés à travailler, dans des conditions souvent plus que contestables, révèle aujourd'hui la presse, dans des zones parfois extrêmement contaminées.

La question centrale qui se pose est de savoir si les décès ayant affecté nombre d'entre eux peuvent s'expliquer par leur participation aux travaux de contamination. Autre problème, non moins important: établir, le cas, échéant, un statut d'invalidé pour les "liquidateurs".

Leur situation est d'autant plus difficile que leur mal est invisible, ou tout au moins n'apparaît pas de manière évidente au commun des mortels. Les troubles physiques dont ils peuvent souffrir sont souvent ramenés à des troubles psychiques, à la radiophobie.

"Il faut être très courageux pour travailler dans les zones où sont allées ces personnes, déclarait ainsi P. Ramzaïev, directeur de l'Institut de médecine radiative du ministère de la Santé de République de Russie, expert de l'OMS. Se risquer sur l'aire de la centrale représentait un risque mortel, et chacun d'eux le savait. Tous ont dû supporter de sérieuses charges psychiques, qui n'ont pu en aucun cas ne pas laisser de traces".

Les anciens de Tchernobyl se heurtent parfois également à des réflexions du type: *"De quoi se plaignent-ils? Ils sont allés là-bas pour se faire de l'argent, pour avoir des avantages et des médailles. Qu'ils paient donc, maintenant!"*

Nous devons à la vérité de préciser que les choses ne se sont pas passées ainsi. En tout cas pas pour les 8 grévistes de la faim de Sverdlovsk, relatait dans "Troud", le quotidien des syndicats, A. Djapakov, un journaliste ayant enquêté sur place. *"Ce ne sont pas eux qui ont décidé d'y aller! Ces huit gars-là, comme de nombreux autres, ont été appelés à des rassemblements tout à fait ordinaires de réservistes. Et sans leur demander leur avis, on les a expédiés à Tchernobyl. A lui seul, ce fait nous frappe, tant il montre l'indifférence affichée au niveau de l'Etat. Même à la guerre, on fait appel à des volontaires pour les opérations les plus dangereuses."*

Il est clair que ces jeunes-là ne sont pas allés à Tchernobyl en quête d'un quelconque profit. Mais ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui, ils paient. Et le prix fort! Chacun s'est vu "crédité" d'un taux d'irradiation relativement modeste - 25 rems -, ne devant donner lieu à aucune affection particulière. Pourtant, certains d'entre eux ont commencé à se sentir mal dès les premiers jours de leur retour. D'autres - un an ou deux après. Maux de tête, faiblesse dans les muscles des jambes et des bras, évanouissements soudains. Les "liquidateurs" se sont retrouvés à l'hôpital N° 21, où ils passent désormais plus de temps que chez eux. Ils sortent, et un mois après, ils reviennent. Qu'en pensent les médecins?

"La description clinique montre qu'ils souffrent du mal des rayons, explique L. Kokhno, hématologue en chef adjoint de Sverdlovsk. Mais nous ne pouvons le ratifier officiellement dans un diagnostic: ils sont censés n'avoir reçu que la faible quantité de rayons indiquée dans leurs papiers".

Les "liquidateurs" expliquent aujourd'hui comment les doses de rayonnement ont été portées sur les registres officiels. Il n'y avait généralement aucun contrôle sérieux. *"Les doses étaient portées comme ça, au pifomètre, explique le correspondant de "Troud". Il y avait des secteurs où l'on ne pouvait rester que quelques minutes, d'autres - que quelques secondes. Mais personne ne surveillait cela très attentivement. A ceux qui faisaient des réflexions, on leur répondait qu'il étaient restés le temps qu'il fallait, et que l'on reportait sur les registres la dose qui devait l'être. Et les "liquidateurs" ne prenaient pas trop garde aux chiffres qui étaient inscrits."*

Or, ces chiffres prennent aujourd'hui une importance cruciale. Une petite dose ne vaut qu'un titre "ordinaire" d'invalidité. Les personnes dans ce cas, âgées de 30 à 40 ans, perçoivent entre 70 et 120 roubles par mois. Alors qu'elles dépensent plus chaque mois, uniquement pour leurs médicaments! Et comment travailler comme chauffeur, comme ajusteur, lorsque l'on ne tient pas sur ses jambes, que l'on s'évanouit périodiquement, et que l'on est contraint à de longs séjours à l'hôpital? Pour percevoir une pension égale à leur ancien salaire moyen, les "liquidateurs" doivent avoir mentionnée dans leurs papiers une dose importante.

Afin que leur cas puisse être introduit avec précision dans la Banque de données en voie de constitution, il faudrait que puissent être reportés les paramètres exacts de l'irradiation qu'ils ont subie. Ces données sont conservées aux ministères de la Défense et

de l'Energie nucléaire. Le ministère de la Santé s'est adressé à maintes reprises à ces organismes. Il a toujours essuyé des refus. Et les médecins ont eux aussi besoin de ces documents, pour fixer le traitement adéquat pour les malades.

"Nous nous sommes félicités pendant des années des droits octroyés par la Constitution aux citoyens soviétiques, fait observer dans la conclusion de son article A. Djapakov. Mais de combien de ces droits sont privés les héros d'hier de Tchernobyl! Et ils sont également privés, si l'on peut dire, des droits non écrits, mais qui devraient l'apanage de toute société: le droit à la reconnaissance et aux remerciements de la part de l'Etat, en tant que citoyens ayant risqué leur vie pour accomplir leur devoir..."

AGENCE DE PRESSE NOVOSTI (d'après "Troud")

Témoignage

MOI, VLADIMIR CHILOV, ANCIEN DE TCHERNOBYL

Un ancien de Tchernobyl, Vladimir Chilov, a envoyé une lettre ouverte à la "Komsomolskaïa Pravda", dans laquelle il relate sa propre expérience. Cette lettre a été publiée dans ce quotidien le 2 février dernier. Nous en reproduisons ci-dessous de très larges extraits.

...Je voudrais vous relater la vérité sur Tchernobyl. Mes camarades de la mine "Novodzerjinskaïa" et moi-même avons été pris au bureau de recrutement. C'était, je m'en souviens, le 20 août 1986. On nous a transporté en avion militaire, dans un Antonov-12. Nous étions très nombreux. Nous avons atterri à Biélaïa Tserkov. Ensuite, on nous a donné une tenue militaire et de nuit, en voiture, nous avons été conduits, ainsi que je l'ai appris par la suite, dans le bourg d'Oranoïé, (arrondissement d'Ivankov).

Lorsque l'on nous a tous amenés, pour la première fois, "liquider" l'accident du réacteur N° 4, j'ai vu de mes propres yeux comment les sapins et les autres arbres étaient devenus rouges, mais, bien sûr, je n'ai pas été effrayé, étant donné que je m'acquittais de mon devoir pour ma Patrie, et que j'en étais fier. Et je n'étais pas le seul.

Nous travaillions sans moyens de protection. Nous avons simplement une bande de gaze contre la poussière. On nous appelait tous, sur place, les robots verts. Nous travaillions dans une zone super-contaminée, qui était protégée par du fil de fer barbelé. Partout étaient installés des postes de garde, afin qu'aucune personne de trop ne pût entrer dans cette zone. On nous donnait du travail par équipe. Les uns transportaient des briques, d'autres lavaient les murs de la tranche N° 4. Nous avons eu l'occasion de travailler partout. Que ce soit sur le toit, d'où il fallait enlever les barres de graphite, où dans les sous-sols, où il fallait retirer au moyens de seaux la boue radio-active. Cette boue était fortement contaminée et, je le répète, nous travaillions sans aucun moyen de protection... On a tout fait.

Nous sommes restés ainsi durant près d'un mois dans cette zone. Pendant cette période, aucun médecin ne nous surveillait. On était bien nourri, et l'on pouvait boire autant d'eau minérale que l'on voulait. Après chaque séance de travail à proximité du quatrième réacteur, nous nous lavions sur place, plusieurs fois. Chaque jour, nos bottes et combinaisons étaient mises au rebut, et l'on nous en donnait de nouvelles. Nos effets, contaminés, étaient brûlés. Cela donne une idée de l'argent que l'Etat a dû dépenser pour éliminer les conséquences de l'accident!

Mais voici ce que je voudrais dire. Nous travaillions, comme je l'ai dit, dans une zone fortement contaminée. Pour chaque séance de travail près du réacteur N° 4, on

inscrivait 0,5 roentgen/heure sur nos papiers, parfois 1,5. Il nous est également arrivé de travailler dans des endroits où l'on ne pouvait rester que 5 ou 10 minutes.

Un jour où nous devions, à six, ramener de l'eau des sous-sols où se trouvaient les filtres (nous y avons travaillé une heure, je l'ai noté), j'étais chargé, en tant que responsable du groupe, de mesurer l'irradiation: elle était de 70 roentgens dans la boue, et de 45 dans l'eau. Mais le responsable qui avait fixé cette tâche à notre équipe ne nous a compté que 1,5 roentgen/heure. J'ai essayé de lui dire: "Comment pouvez-vous inscrire une telle dose de contamination, alors que nous avons travaillé près d'une heure dans les sous-sols! Vous devez inscrire la vérité, telle qu'elle est." Ce à quoi il m'a répondu: "Je n'ai pas le droit d'inscrire une telle dose. Je le constate, mais je ne peux pas le marquer. Sinon, mes supérieurs vont m'engueuler."

... Plus de trois années ont passé. Ma santé s'est détériorée. Nous avons accompli notre devoir et, petit à petit, en silence, nous mourons. Nous ne pouvons même pas avoir d'enfants. Nous voudrions bien, pourtant. Mais les enfants naissent avec des difformités.

Le gouvernement ne voit-il pas que des jeunes meurent? J'ai été hospitalisé à Donetsk. J'ai constaté que l'hôpital était plein d'anciens de Tchernobyl. Et personne ne peut les aider. Les années passent, les gars nous quittent. Et les enfants restent orphelins. Il faut rapidement entreprendre de nous soigner. Mais lorsque, à l'occasion d'une visite, j'ai dit au professeur que je n'étais pas le seul à être dans ce cas, que nous étions nombreux et que nous ne bénéficions d'aucun traitement, il s'est contenté de sourire et n'a rien dit. La seconde fois que je l'ai vu, il m'a déclaré que nous ne disposons pas des appareils nécessaires.

Je travaille actuellement dans la mine. C'est dur, mais je tiens le coup. Ma santé est chancelante. Je commence à perdre la mémoire, j'oublie le nom de mes amis, et même le numéro de ma carte de pointage. J'ai mal aux jambes. J'ai souvent la tête qui tourne. Les gens me regardent avec étonnement.

Et oui. Nous avons accompli notre devoir pour la patrie, mais celle-ci ne veut pas s'occuper de nous. Nous n'avons aucun avantage. Nous n'avons même pas d'attestation comme quoi nous avons participé aux événements de Tchernobyl. On nous les a supprimées... L'ancien directeur de la mine, Glébov, m'avait dit: on vous encouragera d'une manière ou d'une autre. J'ai attendu trois ans, mais seule la grève des mineurs (de l'été 1989 - NdT) m'a permis de décrocher quelque chose. Et pourtant, tout le monde a besoin de nous.

("Komsomolskaïa Pravda" - APN)

UN DOMAINE PARTICULIER DE LA MEDECINE...

Les mouvements de grève de la faim lancés au début de l'année 1990 dans différentes villes d'URSS par des "anciens" de Tchernobyl sont venus illustrer les difficultés qu'ont les victimes d'une irradiation excessive à faire valoir leurs droits, le premier d'entre eux étant d'être effectivement reconnues comme physiquement malades.

Que demandaient les grévistes de la faim de janvier et février et, avec eux, des milliers d'autres victimes de Tchernobyl?

Tout d'abord que cesse l'indifférence de l'Etat à leur égard. En second lieu, un traitement médical adapté, ce qui implique: la création de centres de réhabilitation; la mise sur pied de conseils d'experts; un séjour annuel en maison de cure et de repos; la gratuité des médicaments; la prolongation jusqu'à un an de leur séjour en hôpital, avec maintien du salaire moyen; une réévaluation de la dose d'irradiation qu'ils ont reçue.

Voilà, à quelques nuances près, comment peuvent se résumer les revendications. Le mal dont souffrent les "anciens" de Tchernobyl pose un triple problème. Premièrement, la reconnaissance, sans ambiguïté, du fait qu'ils souffrent bien d'une affection, ce qui présuppose que soient connus avec exactitude les lieux et la durée de leur travail en zone contaminée. Deuxièmement, que les malades puissent être soignés dans de bonnes conditions et à bon escient. Enfin, que les mesures adéquates soient prises sur le plan social pour les personnes reconnues invalides, et que les divers avantages (logement, etc.) qu'ont leur avait promis leur soient accordés.

Le problème du diagnostic médical n'est pas le moindre. Car, en fait, il conditionne tout (pas de diagnostic = pas d'affection = ni traitement, ni avantages sociaux).

"Où est le problème, s'interrogeait le docteur L. Saliamon, dans les "Izvestia"? Des spécialistes, sans se concerter, établissent chez des patients ayant "fait" Tchernobyl un diagnostic du même type: "dystonie végétovasculaire" ou, ce qui revient au même, "dystonie neuro-circulatoire". Autrement dit, un diagnostic par lequel on a coutume de désigner un ensemble variable de perturbations engendrées postérieurement par le rayonnement. Les médecins savent que ces manifestations voisines (je souligne: voisines, et non pas identiques) peuvent s'expliquer par d'autres raisons. Mais si ces perturbations sont apparues chez des personnes en bonne santé et aptes au travail après un séjour de travail dans la zone contaminée, les médecins ne peuvent rejeter l'idée qu'il existe un lien de cause à effet entre les deux événements! Ils ne rejettent pas l'idée... mais ils ne l'enregistrent pas non plus dans les documents officiels.

"A l'heure actuelle, les médecins ne peuvent délivrer un certificat faisant foi, stipulant que l'invalidité ou l'inaptitude provisoire au travail d'un ancien de Tchernobyl est due à sa participation à l'élimination des conséquences de l'accident. Les simples médecins n'ont pas ce droit, pas plus que les médecins-chefs ou les collectifs de médecins. Pas plus que nombre de cliniques et instituts... Pourquoi? La Troisième Direction principale du ministère de la Santé de l'URSS (la direction étant la partie cachée de l'administration) a privé "en douce" les médecins du droit de remplir leur devoir et d'établir un véritable diagnostic pour les personnes ayant travaillé à Tchernobyl.

"Ce droit est la prérogative d'un petit cercle de médecins travaillant dans deux établissements: l'Hôpital N° 6 de Moscou, dépendant de l'Institut de biophysique et soumis à la Troisième Direction; l'Institut de radiologie clinique de Kiev, faisant partie du Centre national de recherche de la médecine radiative dépendant de l'Académie de médecine de l'URSS, spécialement créé après l'accident de Tchernobyl."

Il n'est pas évident, pour des personnes disséminées aux quatre coins de l'URSS, de faire le voyage de Moscou ou de Kiev pour avoir un simple diagnostic. Beaucoup le font, néanmoins, dans l'espoir qu'une aide de qualité, tant sur le plan professionnel qu'humain, leur sera apportée.

"Ce qu'ils ne savent pas, poursuit le docteur Saliamon, c'est que l'attitude à leur égard est déjà définie, et que l'on répond avec indifférence à d'anciens héros: "Votre affection n'est pas liée au rayonnement." Et l'argumentation allant dans le sens de cette affirmation constitue le principal objet des recherches professionnelles des représentants plénipotentiaires de la "médecine secrète".

"Quelques mots sur cette "médecine secrète". Je comprends parfaitement que le gouvernement, pour les besoins de la défense, ait besoin de dissimuler certaines choses. Je sais que durant la période de la course aux armements, un nuage stérile de super-secret rampant a envahi également certains secteurs de la médecine. Mais je ne puis comprendre pourquoi aujourd'hui, alors qu'il n'y a plus, semble-t-il, de secret dans le nucléaire, il existe dans notre système de santé

publique des établissements secrets! Le but de la médecine est de soigner et de prévenir les maladies. Quels succès de notre médecine radiative a-t-on besoin de dissimuler? Et à quels ennemis? A son propre peuple? N'est-il pas temps de déclarer qu'une pareille dissimulation est à la fois anti-sociale et amoral?

"Cette inutile manie du secret a été la source de beaucoup de malheurs et d'offenses pour les anciens de Tchernobyl. Le 27 juillet 1986, le chef de la Troisième Direction principale du ministère de la Santé de l'URSS, K. Chouljenko, a signé une ordonnance dont le but était de maintenir secrètes les informations concernant le degré de contamination radio-active du personnel ayant participé à l'élimination des conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Ce n'est-ce pas Chouljenko lui-même qui a eu l'idée de cette ordonnance, mais l'administration du nucléaire. Cela ne change rien au problème."

Il sans dire qu'une telle ordonnance n'est pas facile à faire appliquer, d'autant plus que la griffe du signataire est elle aussi secrète. Comment peut-on appliquer une instruction que l'on ne connaît pas? Et comment peut-on refuser à des milliers et des milliers de personnes, à leurs proches, aux médecins même, de prendre connaissance de dossiers?

Il fallait donc trouver des médecins pour appliquer strictement ces instructions. Voilà comment s'explique, révèlent les "Izvestia", que seuls les cercles étroits des médecins de l'Hôpital N° 6 de Moscou et de l'Institut de radiologie clinique de Kiev soient "autorisés" à établir les diagnostics.

"Et pourtant, fait observer le docteur Saliamon, la plupart de ceux qui se sont adressés, et s'adressent encore, aux établissements précités souffrent, effectivement, de quelque chose. De quoi donc?... Diagnostic: de radiophobie... En gros, on reproche aux patients de jouer la comédie. Ou alors, on leur déclare que leur état résulte d'affections remontant à avant Tchernobyl... Les affirmations du patient du type "J'étais en bonne santé!" ne sont pas prises en compte..."

Dans ce contexte, le tragique et le comique se disputent la palme. La moindre consultation neurologique dans un passé lointain est automatiquement associée à l'état actuel du patient. Tel malade s'est vu reprocher d'avoir trop mangé durant les travaux. Ou bien encore, de nombreux malades souffrant de prostatite, le diagnostic tombe: "Résultat d'une vie sexuelle désordonnée!".

A cela viennent s'ajouter l'absence de preuves matérielles de la part des patients. Comment un ouvrier agricole qui travaillait sur un tracteur dans une exploitation située à une dizaine de km de la centrale pourrait-il fournir une attestation en bonne et due forme mentionnant l'irradiation qu'il a subie?

"Faut-il s'étonner, dans ces conditions, du flot de plaintes qui se déverse actuellement, s'interroge le docteur Saliamon? Les gens croient que les décisions du gouvernement seront appliquées. Or, les plaintes sont examinées par ceux-là même contre qui elles sont dirigées. C'est ainsi qu'un "Conseil central d'expertise interministériel chargé d'établir le lien de cause à effet pouvant exister entre les travaux d'élimination des conséquences de l'accident de Tchernobyl et les affections et l'invalidité" a été mis sur pied. Mais le directeur dudit conseil est A. Romanenko, celui-là même qui dirige le centre de recherche national de la médecine radiative..."

"L'état de santé des anciens de Tchernobyl, conclut le docteur Saliamon, doit être suivi non pas par des instances dont les services ont toujours été liés au nucléaire ou à d'autres administrations secrètes, mais par des spécialistes bienveillants et indépendants."

AGENCE DE PRESSE NOVOSTI (d'après les "Izvestia")